

*L'Adresse—M. Cassidy*

Depuis janvier, nous avons fait environ 50 tournées dans les régions du Québec pour rencontrer les électeurs, des militants, des groupes communautaires, des organisations syndicales, des cultivateurs, des groupes de femmes, des associations des gens d'affaires. Et, monsieur le Président, nous continuerons à faire ce que nous avons commencé. Notre engagement envers le Québec continuera jusqu'à et après les prochaines élections puisque le Nouveau parti démocratique veut représenter et représente les gens de la classe moyenne, les gens ordinaires, pas simplement de la Colombie-Britannique ou de Terre-Neuve ou de l'Ontario, mais de tout le Canada y inclus le Québec.

Monsieur le Président, dans mes voyages au Québec et en Ontario, j'ai été frappé de plus en plus de constater comment les choses sont différentes dans les diverses régions de notre pays. De plus en plus, nous vivons dans deux Canada, mais il ne s'agit plus des deux solitudes, les Anglais et les Français, ce sont maintenant les deux solitudes des riches et des pauvres. Dans les grandes villes du sud de l'Ontario, la croissance économique a diminué le chômage à moins de 6 p. 100. Ce n'est pas parfait mais ce n'est pas la dépression non plus. Cependant, dans le reste du pays, il y a très peu de changement. Le taux de chômage au Québec reste à 11,5 p. 100. Dans certaines régions il excède 20 p. 100. Dans le secteur privé, le taux de croissance, selon les conservateurs, va assez vite dans le sud de l'Ontario. Mais même le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) admet que ce secteur a peu à offrir dans sa région du Lac-Saint-Jean.

• (1210)

[Traduction]

Le mois dernier, le chef de mon parti m'a nommé critique parlementaire pour le NPD des questions financières. C'est à la fois un honneur et un défi pour moi que d'assumer ces nouvelles responsabilités car de nos jours presque toutes les questions touchant le gouvernement gravitent autour de la gestion économique. Comme je le faisais remarquer tout à l'heure dans l'autre langue, l'existence de deux Canada, l'un riche et l'autre pauvre, se précise de plus en plus. Or pareille situation me paraît intolérable et, en ma qualité de porte-parole de mon parti, je m'engage ainsi que mon parti à y mettre un terme.

Au cours de l'été, les Canadiens nous ont clairement fait comprendre qu'ils regrettaient de s'être dotés d'un gouvernement conservateur du fait du manque d'intégrité et de justice de ce dernier. Ils espéraient que l'on repartirait du bon pied dans les discours du trône, mais ce n'a pas été le cas. Ce dernier m'a rappelé ce que j'avais l'habitude d'entendre à l'Assemblée législative ontarienne lors des années 1970, à l'époque où Dalton Camp et le sénateur Norman Atkins conseillaient le premier ministre Davis.

Certes, je me réjouis de l'annonce d'une nouvelle loi sur les conflits d'intérêts par suite des difficultés éprouvées par l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale. Je regrette cependant que l'on ait négligé de rappeler ailleurs dans les discours du trône que les Canadiens souhaitent le règlement des problèmes qui ont accablé le gouvernement, mais que

le premier ministre et ses collègues estiment sans importance. On ne saurait fermer les yeux sur le gaspillage de millions de dollars dont on s'est servi pour offrir à notre premier ministre tous les services dont bénéficie un président américain. La faveur accordée aux projets d'intérêt local dont on a été témoin lors du transfert de la prison de Drummondville à Manicouagan, la politicisation des hauts fonctionnaires dont témoigne la nomination de Dalton Camp au poste de sous-ministre spécial, la revue des événements qui se produit chaque fois que le premier ministre parle à la presse, tous ces facteurs caractérisent le style de l'actuel gouvernement et contribuent de façon significative à la baisse de sa cote de popularité.

A bien examiner les progrès que le gouvernement prétend avoir réalisés, il y a lieu de s'interroger sur la bonne foi des conservateurs. La plus grande priorité de la plupart des Canadiens est la sécurité de l'emploi. Pourtant, un million et quart de nos concitoyens sont officiellement chômeurs et des centaines de milliers d'autres seraient à la recherche d'un travail s'il y en avait. Le nombre des emplois n'a pas crû depuis janvier 1986, soit presque un an. A l'heure actuelle, le chômage est pire dans les provinces de l'Atlantique qu'il ne l'était avant les élections de 1984. Bien que le taux n'atteigne que 5 p. 100 dans certaines régions du sud de l'Ontario dans des villes comme London, il se rapproche de 10 p. 100 ici même à Ottawa, la région que je représente. Il atteint 12 p. 100 dans bien des régions du Québec, dépassant ainsi le taux de chômage en Colombie-Britannique, et il est supérieur à 21 p. 100 à Terre-Neuve. A toutes fins pratiques, nous retrouvons deux économies au Canada: la première, dans le sud de l'Ontario, est fort florissante, et la deuxième, dans la vaste région allant de Saint-Jean à Victoria, frise dangereusement la dépression.

John Diefenbaker réclamait à grands cris l'unité du Canada, mais ses successeurs conservateurs en 1986 sont rapidement en train de créer deux Canada, un pour les riches, un pour les pauvres. L'an dernier, le revenu familial dans le sud de l'Ontario s'établissait en moyenne à 41 765\$, soit environ 40 p. 100 de plus que le revenu familial moyen à Terre-Neuve. La réaction du ministre des Transports (M. Crosbie) à une inégalité de ce genre consiste à dire que la population des provinces de l'Atlantique devrait être heureuse de ne pas vivre au Bangladesh. Cette région n'est pas un pays du tiers monde. J'aurais cru qu'à titre de ministre régional de Terre-Neuve, le ministre aurait révélé comment lui-même et son gouvernement peuvent offrir à Terre-Neuve un niveau de vie comparable à celui de l'Ontario au lieu de dire à la population qu'elle peut avoir une part du gâteau.

Au Canada, à l'heure actuelle, un million de familles vivent sous le seuil de la pauvreté. L'équivalent de 3,6 p. 100 seulement de l'ensemble des revenus s'en va aux 20 p. 100 des Canadiens les plus démunis. Les gens les plus riches, le cinquième qui accumule les revenus les plus élevés, accaparent 43,3 p. 100 de la totalité des revenus. Que fait le discours du trône pour remédier à la situation? Que dit-il des problèmes qu'on trouve au milieu de nous? On cherche en vain le mot pauvreté dans le discours.